

LE PROCESSUS DE NORMALISATION DES DROITES RADICALES EN EUROPE

Jean-Yves Camus

Presses Universitaires de France | « Cités »

2011/1 n° 45 | pages 153 à 156

ISSN 1299-5495

ISBN 9782130587033

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-cites-2011-1-page-153.htm>

!Pour citer cet article :

Jean-Yves Camus, « Le processus de normalisation des droites radicales en Europe », *Cités*

2011/1 (n° 45), p. 153-156.

DOI 10.3917/cite.045.0153

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le processus de normalisation des droites radicales en Europe

JEAN-YVES CAMUS

Les extrêmes droites européennes font l'objet actuellement d'une adhésion populaire inconnue depuis la Deuxième Guerre mondiale. Deux phénomènes contradictoires en apparence semblent expliquer cette adhésion : 1/ la banalisation de ces partis qui tentent d'accréditer l'idée qu'ils ne sont pas différents des autres ; 2/ l'introduction de thèmes centraux du discours de l'extrême droite dans les partis de pouvoir. Il fallait donc en savoir plus sur cette situation¹.

Les partis conservateurs ou libéraux de droite dominent incontestablement la scène politique ouest-européenne. Elles doivent évidemment affronter électoralement leurs adversaires sociaux-démocrates, mais sont également dans l'obligation de faire face, depuis une vingtaine d'années, à la concurrence de formations nationales-populistes tradition-

nellement classées à l'extrême-droite. Les schémas classiques de telles situations concurrentielles sont connus : en Autriche, le ÖVP chrétien-démocrate doit faire face à un niveau élevé de vote pour le FPÖ qui représente le camp national-libéral ; la Nieuwe Vlaamse Alliantie flamande, nationaliste conservatrice, dispute le vote indépendantiste au Vlaams Belang ; l'UMP française ne doit son succès de 2007 qu'à la capacité de Nicolas Sarkozy à neutraliser provisoirement le Front national. Dans ces cas comme dans d'autres malgré quelques concessions de la droite de gouvernement à la sémantique nationale-populiste, malgré quelques mesures annoncées pour capter les électeurs partis vers l'extrême droite, il existe toujours une ligne jaune idéologique entre les droites

1. NDR.

traditionnelles et les droites radicales. Elle est en particulier perceptible sur la question centrale de la gouvernance, la droite classique tenant pour la démocratie représentative, et sur celle de la citoyenneté, qui s'acquiert selon elle par un acte de volonté et l'adhésion aux valeurs dérivées de la vision libérale classique du contrat social.

Est-ce à dire que l'impression qu'il existerait un processus en cours de normalisation des droites radicales est un fantasme de l'antifascisme militant, un concept polémique par lequel la gauche chercherait à mobiliser, pour compenser ses difficultés à devenir majoritaire, autour du vieux réflexe de l'union sacrée face au péril de l'extrême droite ? Assurément pas. Certaines droites radicales européennes sont bel et bien en train d'acquérir l'audience et la respectabilité qui faisaient défaut, pour de compréhensibles raisons historiques, aux partis situés dans la filiation des idéologies autoritaires des années 1930-1940. Celles qui ont franchi, ou peuvent espérer franchir, ce mur de l'intégration dans le *mainstream* politique sont des droites radicales mais sans racines néofascistes, des « nouvelles droites » selon la terminologie scandinave. Elles sont avant tout, à l'image de l'UDC suisse ou du Parti de la Liberté du néerlandais Geert Wilders, des formations qui acceptent les règles formelles de la

démocratie libérale. Tout en adoptant une posture *anti-establishment*, opposant en permanence le bon sens inné du peuple au dévoiement des élites mondialisées, elles se donnent clairement pour objectif non plus de témoigner pour l'histoire d'une idéologie fasciste fossilisée mais de participer au pouvoir, soit en alliance avec les droites classiques, soit en les supplantant. Ce processus de normalisation est à notre avis rendu possible par les failles qui existent dans l'attitude des droites de gouvernement sur trois questions qui suscitent l'inquiétude des classes populaires et moyennes : celle de l'articulation entre préservation des acquis sociaux, construction européenne et mondialisation libérale ; celle de la démocratie directe et enfin celle du multiculturalisme et de l'identité nationale et européenne.

Nombre de partis populistes xénophobes de droite surprennent les observateurs non avertis par un discours « social » qui en appelle à la régulation de l'État pour préserver le socle des acquis liés à l'État providence. Marine Le Pen tonne contre les délocalisations. Geert Wilders fait campagne contre l'allongement de l'âge de départ en retraite. Outre la nécessité de capter les voix des perdants de la globalisation, ce positionnement prend à revers une droite de gouvernement qui apparaît de plus en plus comme l'émanation politique

de l'hyperclasse mondialisée, qui vante sans cesse une construction européenne se résumant souvent à un marché concurrentiel le plus étendu possible et dont le mieux-disant social est absent. En dénonçant la bureaucratie de l'Union européenne, les dangers du *dumping* social et les effets déstructurants de la globalisation sur l'organisation sociale traditionnelle, notamment sur le statut social de la classe ouvrière dépendante d'entreprises dont la structure capitaliste était très largement nationale, le Front national, le FPÖ autrichien ou la Lega nord-italienne se rendent capables de prendre la place des droites traditionnelles qui ont accompagné le modèle de croissance industrielle de la période 1945-1975. Elles deviennent aussi un concurrent redoutable pour une gauche qui représente souvent, dans sa version sociale-libérale, les populations urbaines, éduquées et à assez hauts revenus pour qui l'ascenseur social fonctionne encore, et qui sont les gagnantes objectives de la globalisation, voire de la déréalisation de l'économie.

La question de la démocratie directe est également fondamentale. Elle est en fait au cœur de la définition même du populisme, lequel est en fait le remplacement de la délégation de souveraineté consentie par le peuple dans un régime représentatif, par une sorte de démocratie permanente d'opinion, dans laquelle le peuple fait

la loi au gré de ses émotions. L'UDC suisse, avec la votation sur les minarets (2009) et celle sur l'expulsion des étrangers délinquants (2010), est le nouveau modèle des droites radicales modernes pour qui le référendum d'initiative populaire semble le moyen de redonner au peuple d'en bas un pouvoir confisqué par l'État centralisé et les élites dévoyées. Version contemporaine du vieux leitmotiv du « peuple contre les gros » (Pierre Birnbaum), ce programme trouve un écho au sein de la tendance « Droite populaire » de l'UMP, composée d'élus de base inquiets de la déconnexion croissante entre leurs électeurs et les états-majors partisans. Déconnexion bien réelle, qui pose le problème du non-renouvellement, de l'homogénéité sociale et culturelle et de la professionnalisation des élites politiques. En Italie du Nord et en Suisse, cette exigence de démocratie directe a une autre cause : c'est la transposition en termes de revendications politiques, du conflit entre une nouvelle classe entrepreneuriale fondée sur l'initiative individuelle et une ancienne élite économique dont les relais sont les partis « bourgeois » de centre-droit (Suisse) ou la droite de Berlusconi (Italie).

Enfin, la normalisation des droites radicales se produit parce qu'au sein des droites de gouvernement, un questionnement s'exprime sur l'acceptabilité du multiculturalisme

et la nature de l'identité européenne. La remise en cause du multiculturalisme est centrale dans les populismes scandinave, suisse, néerlandais, nord-italien. Elle se focalise sur l'incompatibilité supposée entre la présence musulmane et les fondamentaux civilisationnels européens. Ne faisant pas de différence entre islam et islamisme, enfermant donc les individus nés musulmans dans une identité assignée, ce nouveau courant de la droite remporte un succès d'autant plus grand qu'il s'oppose à l'islam, non pas au nom du racisme hiérarchisant des néofascistes, mais au nom des valeurs humanistes nées de la philosophie des Lumières et des combats de la gauche : laïcité, libre-examen, droits des minorités, égalité des sexes, liberté des mœurs. Ce retournement des valeurs de la gauche, très présente chez les Hollandais Pim Fortuyn et Wilders, nouvellement mis en œuvre par Marine Le Pen, rend le discours ethnocentriste acceptable parce qu'il se fonde non plus sur l'inégalité naturelle, mais sur le différentialisme absolu : chaque peuple a le droit de préserver ses valeurs en vivant sans se mélanger, sur un territoire qui lui est propre. Parallèlement se développe en Europe un trouble de l'identité que traduit bien le vocable allemand d'*Überfremdung*, généralement traduit à tort par « excès d'immigration » mais qui rend compte en fait

d'un sentiment d'altération du fonds culturel et ethnique par une population et des idées étrangères. La question de la normalisation des droites radicales sera déterminée, à l'avenir, par la capacité ou le refus des droites de gouvernement de demeurer fidèles à une conception inclusive et non ethnique de la citoyenneté, ce non pas par angélisme, mais par la simple constatation que l'arrêt des flux migratoires ne peut pas simplement se décréter. Le dernier atout des droites radicales est qu'elles proposent, non pas un souverainisme passéiste qui accable l'Europe de tous les maux, mais une articulation de l'identité locale (un germanophone dirait, au niveau du *Heimat*), de l'identité nationale (État-nation) et d'une identité européenne qui fédérerait les identités charnelles sur un fondement ethnico-civilisationnel.

L'émergence des droites populistes et xénophobes introduit une concurrence pour le contrôle du champ politique des droites, telle que la famille libérale-conservatrice n'en a jamais connue depuis 1945. Elle est surtout un défi au renouvellement idéologique de la pensée de droite, construite dans sa configuration actuelle lors d'une période de croissance et de prospérité qui risque de ne pas revenir avant une génération, si ce modèle n'est pas devenu définitivement obsolète.